

## **NON AU PILLAGE NEO-COLONIAL EN AFRIQUE**

### **Un exemple au Sénégal**

*Dans un secteur très sensible et stratégique pour la souveraineté du pays, les télécommunications, l'impérialisme français pousse davantage ses pions au Sénégal, en tentant de s'approprier purement et simplement l'opérateur national SONATEL. Ce rapt propre au néocolonialisme économique déclenche de vives réactions dans le pays. Nous publions ci-dessous le communiqué de protestation et d'appel à la lutte rédigé par Front national de salut public (Moon Sa Reew) et le Mouvement pour l'Autonomie populaire (Yoonu Askan Wi).*

*La France contrôle les banques, accapare les terres, les ressources minières (3% seulement reviennent au Sénégal), etc. : **c'est cette politique de pillage que protège le dispositif militaire français en Afrique (10 000 soldats stationnés en permanence, plus ceux des corps expéditionnaires dans les opérations de guerre).***

### **Touche pas à ma SONATEL ! Orange-France veut arracher la SONATEL au Sénégal**

« ÑOO LANK ! » NON AU NEOCOLONIALISME ECONOMIQUE ! Le Front National de Salut Public/Moom Sa Reew et Yoonu Askan Wi/Mouvement pour l'Autonomie Populaire ont rencontré le 09 mars 2016, deux ans après leur dernière entrevue, l'intersyndicale des travailleurs de la Sonatel constituée par le Syndicat des travailleurs de la Sonatel (SYTS) et du Syndicat National des Travailleurs des postes et télécommunications-section télécom (SNTPT).

France Télécom a démarré dans notre Sonatel un projet d'externalisation qui jusque-là n'était mis en œuvre que dans ses filiales européennes. Or, notre Sonatel n'est pas une filiale de France Télécom. France Télécom avec ses 42% d'actions de la Sonatel n'est pas propriétaire mais partenaire.

La mise en œuvre de ce projet par France Télécom a pour objectif final de s'accaparer de notre entreprise en passant d'abord par le démantèlement du Groupe Sonatel. Nos compatriotes ont parfaitement raison de parler de braquage organisé. France Télécom est cette société tristement célèbre par sa politique qui pousse ses salariés français au suicide. Malgré les bénéfices de la Sonatel, la politique de France Télécom a réduit le nombre d'emplois de plus de 2500 à un peu plus de 1600 ; le trafic international des filiales de Sonatel qui passait par le Sénégal a été détourné pour transiter par la France ; c'est France Télécom qui nomme les Directeurs généraux des filiales de la Sonatel et contrôle toutes les directions stratégiques ; France Télécom agit déloyalement en volant des licences à la Sonatel (au Niger, au Cap-Vert, en Mauritanie par exemple)... Tout cela ne suffit pas à France Télécom. La France cherche à consolider sa place en appliquant un plan impérialiste visant à arracher au peuple sénégalais la Sonatel au mépris de la convention de concession de Sonatel qui expire en 2017. Le peuple Sénégalais ne doit pas accepter ce que le Maroc, la Tunisie, l'Egypte et même l'Etat français ont refusé. Yoonu Askan Wi et Moom Sa Reew dénoncent l'attitude pour le moins complaisante des autorités et appellent les travailleurs de la Sonatel et le peuple à la vigilance et à la mobilisation. Si le régime de Macky Sall a pu signer l'APE<sup>1</sup> que ne ferait il pas d'autre ? Le caractère stratégique des télécommunications en fait un domaine de souveraineté qu'il

---

<sup>1</sup> Accords de partenariat économique, entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union Européenne (note du Collectif)

n'est pas question pour Yoonu Askan Wi et Moom Sa Reew de céder à la France ou à un autre pays. Nous refusons que le peuple sénégalais et la Sonatel soient l'orange à presser de la France. C'est pourquoi, Mom Sa Reew et Yoonu Askan Wi ont décidé de participer de manière active aux côtés des travailleurs de la Sonatel et de toutes les forces vives à la lutte pour que la Sonatel reste sénégalaise. C'est ce qui explique notre participation à la conférence de presse du 10 mars et l'ajout de nos signatures à la « Déclaration des forces vives pour le patriotisme économique en solidarité avec l'intersyndicale des travailleurs de la Sonatel ».

Mom Sa Reew et Yoonu Askan Wi invitent tous leurs militants à se mobiliser et à participer à mobiliser le peuple sénégalais pour dire à l'impérialisme et à ses collabos locaux : TOUCHE PAS A MA SONATEL ! NON au braquage à la française ! Le « néo colonialisme économique », qualificatif que l'intersyndicale donne au plan mis en œuvre à la Sonatel, est également en cours dans le secteur minier dont les ressources ne profitent qu'à hauteur de 3% au peuple sénégalais, dans le secteur des banques contrôlé par l'étranger, à travers les diktats du FMI et de la Banque Mondiale, les concessions léonines du type de l'autoroute à péage, le franc CFA, la signature de l'accord de partenariat économique (APE)...

En plus d'être syndicale, cette question est éminemment politique. En effet, si France Télécom a osé classer la Sonatel dans son organigramme comme simple filiale au même titre que Orange Côte d'Ivoire, Orange Cameroun, c'est parce que tous les régimes qui se sont succédés ont été mis en place pour pérenniser le semi colonialisme au Sénégal au profit de la France au premier chef. Bien qu'ayant été installé à la tête du pays à la suite du changement du 25 mars 2012, le Président Macky SALL n'a pas constitué d'exception à la règle. L'indulgence complice pour dire le moins qui a prévalu de la part du régime dans le traitement de ce dossier ne le démontre-t-il pas ? C'est pourquoi, Yoonu Askan Wi et Moom Sa Reew saluent la décision de mise en place de l'Alliance pour le patriotisme économique et appellent à renforcer cette initiative qui s'inscrit en droite ligne de l'exigence de matérialisation des conclusions des Assises nationales. Dès à présent, pour Moom Sa Reew et Yoonu Askan Wi, il convient en conséquence de définir un plan de lutte pour mettre un coup d'arrêt à l'entreprise d'accaparement par la France de notre Sonatel, d'harmoniser nos positions sur la conduite à tenir à la fin de la convention de concession de Sonatel en 2017, de réfléchir sur un projet alternatif de gestion des télécommunications du Sénégal, le Mali, les deux Guinées dans une perspective d'intégration et selon le principe de l'union libre des peuples libres d'Afrique...Mais aussi de prendre en charge les justes et légitimes plaintes et revendications des consommateurs liées à l'amélioration de la qualité et à la baisse des prix des services de la Sonatel. C'est sur le dos des citoyens sénégalais, et de nos frères africains du Mali, de la Guinée Bissau, et de la Guinée que France Télécom réalise ses marges bénéficiaires les plus élevées. Ça Suffit ! Le Front National de Salut Public/Moom Sa Reew et Yoonu Askan Wi/Mouvement pour l'Autonomie Populaire ont rencontré le 09 mars 2016, deux ans après leur dernière entrevue, l'intersyndicale des travailleurs de la Sonatel constituée par le Syndicat des travailleurs de la Sonatel (SYTS) et du Syndicat National des Travailleurs des postes et télécommunications-section télécom (SNTPT).« Ñoo lànk, ñoo bañ duñu ko nangu. Nootànge lorànge la, duñu ko nangu ».La lutte continue. Nous vaincrons !

Dakar, le 29 mars 2016 Pour Yoonu Askan Wi, Madièye Mbodj, Porte-parole national, Pour Moom Sa Reew, Malick Noël Seck, Secrétaire général